

*Est de Montréal*

seul, immédiatement après les décisions négatives du gouvernement fédéral, a décidé d'être positif et d'aller entreprendre des démarches avec les dirigeants et, au moment où l'on se parle, il y a une possibilité d'éviter une perte, soit de sauver une centaine d'emplois et d'autres négociations existent afin de sauver encore 150 emplois.

Monsieur le Président, c'est ce qu'il en est du bilan. Et dans mon intervention aujourd'hui, monsieur le Président, je suis le porte-parole des citoyens de l'est de Montréal, je suis aussi porte-parole de plusieurs députés et conseillers municipaux de l'est de Montréal ainsi que du caucus et mon collègue de Saint-Denis (M. Prud'homme) m'y fait penser—du caucus des députés libéraux. Je dois vous dire qu'à la dernière réunion tout le monde était unanime pour dire que: Malheureusement, dans l'est de Montréal, au moment où on se parle, le gouvernement fédéral a essuyé un échec, il n'a rien fait.

Monsieur le Président, je pourrais passer mon temps à démolir, à regarder ce qui s'est fait dans le passé. Mais je pense que pour les 300 employés de la compagnie Versatile-Vickers et tous les autres employés de Gulf et ceux de Bombardier qui désirent sauver leurs emplois, ils n'accepteront pas que nous fassions des discours politiques afin d'essayer de savoir qui, en telle année, nous a fait perdre le plus grand nombre d'emplois.

Monsieur le Président, je pense que le gouvernement aurait l'occasion et le devoir dans les semaines et les mois à venir d'établir une forme d'aide pour l'est de Montréal. Tout d'abord, nous savons que le gouvernement du Québec va annoncer une zone d'entreprise pour l'est de Montréal. Malheureusement, monsieur le Président, même si c'est excellent ce que le gouvernement du Québec va faire, mais si ceci n'est pas en coordination avec les décisions du gouvernement fédéral de désigner l'est de Montréal «Zone 4» et «Zone désignée» afin de jumeler les efforts du gouvernement fédéral et du gouvernement provincial ainsi que du gouvernement municipal...

Monsieur le Président, ce programme pourrait être annoncé et mis à la disponibilité des entreprises de l'est de Montréal jusqu'à concurrence de la création de 6,000 emplois. Et après, ceci pourrait servir d'expérience pilote; après on pourrait évaluer et, peut-être, revenir à ce que c'était auparavant, soit au niveau normal.

Monsieur le Président, je sais que tantôt ce sera l'honorable député de Joliette (M. La Salle) qui prendra la parole, et cela me fait plaisir de constater que pour cet important dossier le gouvernement ne se contente pas de faire répliquer seulement un député d'arrière-ban, mais qu'il a demandé au gros canon d'intervenir. Et j'ose espérer que le ministre des Travaux publics, pour qui j'ai beaucoup de respect, interviendra pour qu'au Sommet économique de Montréal, pour qu'avant que débute ce Sommet économique de Montréal, le gouvernement fédéral annonce des mesures concrètes. Première mesure concrète qu'il doit annoncer: c'est de coordonner avec le gouvernement du Québec l'annonce de désigner l'est de Montréal «Zone 4». Deuxièmement, de s'assurer, comme le ministre des Approvisionnements et Services (M. McInnes) du gouvernement fédéral s'y est engagé et a promis de le faire, d'avancer la date en 1986 et d'assurer que le contrat de réparation du bateau du Programme Trump, l'*Algonquin*, soit faite à Montréal dès le

mois de novembre 1986. Ce sont là des promesses que le ministre a faites ici, aux employés.

Monsieur le Président, je pense aussi à un autre engagement que le ministre devrait nous confirmer, c'est que le gouvernement pourra s'asseoir et s'assurer que la Bombardier dans l'est de Montréal aura des contrats pour la construction de locomotives.

Au niveau des négociations qui se faisaient avec le Gabon, ... oui, monsieur le Président, il me reste deux minutes... le Gabon et le Mexique, les représentants des employés me disaient que nous n'entendons plus de nouvelles à ce sujet.

Monsieur le Président, mais pourquoi la «Zone désignée»? Mais c'est pour s'assurer que, si avec la compagnie Bombardier il faut faire des modifications afin de changer d'orientation, de fabrication, le gouvernement puisse accorder des sommes d'argent afin de changer l'entreprise, de changer le mécanisme à l'intérieur de l'industrie.

Monsieur le Président, avec mes collègues de Saint-Denis (M. Prud'homme), le député de Papineau (M. Ouellet), la députée de Mont-Royal (M<sup>me</sup> Finestone), le député de Saint-Léonard—Anjou (M. Gagliano), qui n'est pas ici et même mon collègue de Shefford (M. Lapiere) nous avons travaillé de concert pendant huit mois dans le dossier de l'est de Montréal. Grâce aussi à l'aide des députés provinciaux, même du Parti québécois et du Parti libéral, il n'y a pas eu de conflit de ce côté. Il est triste de noter par contre que les seuls conflits qu'il y a eus au sein du comité, ont eu lieu entre des députés conservateurs. Cela a été tout d'abord la députée de Montréal—Mercier (M<sup>me</sup> Jacques) avec le député de Duvernay (M. Della Noce) et le député de Terrebonne (M. Toupin).

Monsieur le Président, je parlais aujourd'hui avec deux députés, un député conservateur et un député maintenant indépendant. Il va falloir que le comité de survie se transforme en comité de développement positif pour l'est de Montréal, y incluant tous les intervenants. Je peux vous assurer qu'aujourd'hui ces gens-là étaient d'accord et j'ose espérer que le député de Joliette (M. La Salle) pourra nous annoncer tantôt qu'il y aura des mesures concrètes pour le développement de l'est de Montréal, zone désignée, le contrat pour les chantiers de la Versatile-Vickers et les contrats pour Bombardier. Monsieur le Président, le temps de parole dont je disposais est écoulé.

**L'hon. Roch La Salle (ministre des Travaux publics):** Monsieur le Président, je ne vous cacherai pas l'intérêt que je manifeste pour cette motion présentée par le député de Montréal—Sainte-Marie (M. Malépart). J'ai toujours envie de féliciter les députés qui manifestent de l'intérêt à l'intérieur de leur région. J'aimerais également que les mêmes députés regardent un ensemble quand même plus global de l'aide dont peut bénéficier une région que nous représentons, nos circonscriptions respectives, à l'intérieur d'un ensemble global. Il est bien évident qu'il est peut-être plus facile de critiquer le gouvernement en place; j'ai joué ce rôle longtemps. Je me souviens très bien que les solutions sont un peu plus difficiles à trouver à l'occasion. Je me souviens de cela, et je suis convaincu que l'honorable député de Papineau (M. Ouellet) comprend ce que je veux dire.

Monsieur le Président, à mon avis, ce qui est important, c'est que chaque député, quelle que soit sa circonscription, essaie de